N° 786 — FEVRIER 1981 — Prix du numéro : 5 F

ISSN 0398-2076

# LA Grande Relève

## DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

# LES ROBOTS... A NOTRE SERVICE ?

Maintenant que le Père Noël est passé, on sait ce qu'il nous apportait pour la décennie qui vient : des robots partout, des robots pour tout. (Voir p. 3)

## AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

**ACTUALITE :**

**Le grand fléau** par M.-L. Duboin p. 3

**Contribution à un programme** par A. Delaude p. 4

**Un écolo distingué** par H. de Joyeuse p. 4

**Au fil des jours** par J.-P. Mon p. 5

**Lettre au P.S.** par E. Borredon et A. Delaude p. 7

**REFLEXIONS :**

**Bizarre !** par M. Dubois p. 6

**A tous les candidats** par M.R. Stain p. 8

**Inconscience** par A. Chantraine p. 8

**ETRANGER : Les malheurs de l'Etat providence** par P. Simon p. 9

**La course à l'Elysée** par G. Lafont p. 11

**Pour l'économie, il allait encore plus vite !** p. 12

**Précisions sur l'inflation** p. 13

**INITIATIVES** pp. 6 et 12

**ILS Y VIENNENT** p. 10

**PERLES** p. 13

**BLOC-NOTES** p. 14

**COURRIER** p. 15

**RESUME DE NOS THESES** p. 2

**L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE** p. 16

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

M 1669 - N° 786 - 5 F

# résumé de nos thèses

## UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

## UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation, initiatives non génératrices de tion économique, étouffement des profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

## UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacque DUBOIN a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE PAGE 16)

*Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par* Jacques DUBOIN, *au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre* 1978 *et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,* 88, *bd Carnot,* 78110 *Le Vésinet.*

# LE GRAND FLÉAU

par Marie-Louise DUBOIN

BIEN que n'ayant guère le temps de regarder la télévision, j'ai tenu, il y a quelques mois à ne pas manquer une émission qui annonçait une vedette bien connue de nos lecteurs : Alfred Sauvy, parlant de son dernier livre « La machine et le chômage ».

Une telle autorité a pu ainsi diffuser sur l'antenne sa théorie rassurante « du déversement ». Théorie très simple : toutes les fois qu'une entreprise, en se modernisant, augmente sa productivité en licenciant du personnel, quelqu'un réalise un profit. Comme ce profit est forcément réutilisé, Sauvy analyse dans son livre tous les cas possibles de son reversement : du patron qui, empochant tout, va embaucher un domestique supplémentaire, à l'ouvrier promu à un niveau plus qualifié qui voit grossir son salaire et donc va contribuer à augmenter le nombre des emplois dans l'agriculture en ajoutant du beurre dans ses épinards. (Pardon, l'expression n'est pas de Sauvy). Et la conclusion est que dans tous les cas ce profit « crée des emplois ailleurs » mais... **« c'est l'affectation à une personne titulaire d'un revenu élevé qui est la plus favorable à l'emploi... il y a donc intérêt, du point de vue de l'emploi, à pourvoir le riche, plutôt que le pauvre ».**

Voilà comment un économiste, soucieux, comme dit encore Sauvy, de « combattre le grand fléau contemporain, l'élimination des hommes hors de l'économie nourricière », va devoir « se placer dans l'optique de Martiens ou autres êtres extérieurs qui, avec leurs instruments, verraient les divers actes des hommes et leurs résultats physiques, sans pouvoir apprécier les mobiles qui les poussent à agir comme ils le font ». Après quoi il déplore le rôle défavorable de l'allocation chômage !

Rien d'étonnant, avec des raisonnements pareils, à ce que sévisse « la loi du plus gros »* : économistes et plein emploi obligent !

★

Pourtant, ce sacrifice des « canards boiteux », contrairement à ce qu'affirme Sauvy, n'est pas la panacée ; d'après un autre économiste, Pascal Salin, qui affirme au contraire que « si l'on considère non pas les évolutions conjoncturelles du court terme, mais les tendances couvrant plusieurs années » on constate « que le taux de chômage dans les pays industriels est d'autant plus élevé que le pays considéré est plus riche». Alors, Messieurs les économistes, que valent vos méticuleuses analyses ?

★

La vérité, la voici : le chômage a progressé de 11,1 % en un an : le nombre de « demandes d'emploi non satisfaites » est passé à 1 632 000 en décembre, mois au cours duquel 248 000 personnes se sont inscrites au chômage (il y en avait 210 700 en décembre 1979). En un an, le nombre de licenciements pour motif économique a augmenté de plus de 59 %, passant de 28 100 en décembre 1979 à 44 800 en décembre 1980. On observe en même temps une forte augmentation des « fins de contrat à durée limitée ». Et ces statistiques dissimulent la multiplication des emplois précaires.

Ajoutons à ces quelques chiffres, pour dépeindre la belle situation où nous sommes, que nombreux sont les chômeurs qui ont épuisé leurs droits à l'allocation chômage (15 000 personnes selon la C.G.T. vont perdre prochainement toute ressource) et que nombreux aussi sont les jeunes de moins de 20 ans qui non seulement ne reçoivent pas d'indemnisation mais qui de plus perdent ainsi le droit aux allocations familiales quand ils appartiennent à une famille nombreuse.

Les prévisions de l'OCDE n'ajoutent aucune lueur d'espoir à ce tableau : aux Etats-Unis le chômage exprimé en pourcentage de la population active, doit passer de 6,1 en moyenne pour les années 1970-1980, à 8 en 1981, au Japon de 1,7 à 2, en République Fédérale de 2,6 à 4, en Grande-Bretagne de 4,6 à 10, en Italie de 6,4 à 8,3 et en France de 4 à 7,5.

★

Dans tout son livre, on sent que Sauvy n'a pas pris conscience de **l'accélération** du progrès qui caractérise notre époque. Ayant consacré beaucoup de temps à analyser les données du siècle dernier, pour en tirer des conclusions périmées, il n'a pas vu ce que le Père Noël nous apporte pour la décennie à venir. Même si, lorsqu'on lui rappelle que l'imprimerie a créé une foule d'emplois nouveaux, il a l'honnêteté de répondre que cela ne prouve pas que ce sera pareil aujourd'hui.

Il y a pourtant quelque chose d'intéressant dans son livre. C'est sa méthode de **comptabilité établie en temps de travail humain.** Quand elle est utilisée pour en déduire le taux de rémunération des travailleurs, en oubliant tout le travail accompli par les machines pour pourvoir aux besoins de consommation des hommes, cela ne mène pas à grand'chose. Mais quand il s'agira, en économie distributive, d'en déduire la durée de service social obligatoire pour réaliser toute la production nécessaire, alors sa méthode pourra servir.

Ce jour-là ,on ne cherchera plus à lutter contre « le grand fléau ». On saura mettre les machines au service des hommes, en adaptant les lois économiques, comme l'a proposé J. Duboin à qui Sauvy reproche d'avoir inspiré (en 1934) « la confiance générale dans la réduction à 40 heures de la semaine de travail » et d'avoir « confirmé le mythe du robot ».

Ce mythe est aujourd'hui réalisé, Monsieur Sauvy !

* Voir « Grande Relève » n° 784.

# CONTRIBUTION A UN PROGRAMME PRESIDENTIEL

par Antoine DELAUDE

A une récente émission « Cartes sur Table » d'Antenne 2, Michel Rocard indique notamment que « la sécurité, la stabilité de notre pays appellent l'alternance au Pouvoir comme une nécessité pour que la France puisse aller vers le changement. De plus, en ce qui concerne sa conception des nationalisations qu'il juge nécessaires à condition qu'elles ne se fassent pas de manière bureaucratique, il nous dit que « ses dossiers sont ouverts ».

Futurs électeurs, nous nous permettons donc une contribution à la constitution de ces dossiers. Selon nous, l'alternance au Pouvoir suppose non seulement un changement d'équipe, mais également pour sa réussite et surtout sa durée, un changement complet et fondamental du système économique actuel.

D'ores et déjà, nous formulons de vives craintes que les nationalisations prévues ne soient étatiques, donc ne changent pas le système.

En effet, ces nationalisations viendront relayer la trésorerie des grandes entreprises en difficulté et ces dernières utiliseront leurs propres fonds à des fins plus lucratives.

D'autre part, cette socialisation des pertes ne fera plus obstacle à l'individualisation des profits à travers l'appareil bancaire. Et celui-ci continuera à permettre l'activité de ces entreprises comme auparavant.

A moins, et le projet socialiste n'en fait pas mention, que l'Etat ne reprenne « son droit régalien de battre monnaie » en procédant en même temps à une planification décentralisée inspirée par la base : communes, départements, régions.

En outre, les nationalisations supposeront toujours l'idée de profit « alors qu'il faudrait leur substituer la notion de « service ».

Le but du socialisme n'est-il pas celui de couvrir les besoins réels des hommes et non les besoins solvables, en organisant la production et les investissements en fonction de ces besoins réels ?

Jacques Duboin et d'autres penseurs ont envisagé la substitution du système capitaliste responsable de la crise actuelle par le moyen d'une technique monétaire appropriée aux réformes de structures nécessaires conduisant à la socialisation de la production.

L'heure n'est plus aux méthodes du passé ; les électeurs attendent dans leur majorité un programme de gouvernement clair, nouveau et réaliste qui puisse résoudre les problèmes essentiels qui se posent à l'ère de la télématique.

# UN ECOLO DISTINGUE

par Hilarius de JOYEUSE

A bien considérer, tout ce qui est écologiste sent quelque peu le peuple. C'est un mouvement parti de la base, comme l'on dit.

On n'a jamais vu un maître de forges, un seigneur des finances, un potentat de l'industrie, un magnat des Affaires, un Régent de la Banque de France, etc., prendre l'initiative en ce domaine. L'écologie n'est pas cotée en Bourse.

Lorsque l'on a constaté en haut lieu, que l'idée aguichait le populaire, c'est-à-dire le magma anonyme, on s'est employé à la « récupérer ». De là, maints babils, cancans, coincoins, propos, palabres, y inclus la création de sous-commissions de commissions. En réalité rien de sérieux. La preuve ? On a confié à ce pauvre comte d'Ornano, le soin d'amalgamer la mixture.

L'inanité de ces froufroutages est telle, qu'il convient de rendre hommage à M. Valéry Giscard, Président de la Cinquième République Française, pour la seule décision pratique, palpable, prise et exécutée.

Quoique ne partageant pas toujours ses concepts optionnels, nous devons admettre, honnêtement, que seule cette Très Haute Personnalité a vu les choses du sommet et n'a pas lésiné sur les moyens. Lui, au moins, ne s'est pas contenté de discours. Une élémentaire reconnaissance devra nous en faire souvenir au moment de déposer notre bulletin dans la boîte à urner.

Survolant la belle forêt de Fontainebleau lors de son voyage d'agrément aux Antilles, l'hôte de l'Elysée fit déverser quelques milliers de litres de kérosène présidentiel. Une vidange providentielle qui fut accueillie avec une joie non dissimulée, notamment par les promoteurs, toujours à l'affut.

**« Antenne 2 Midi »** qui a signalé ce beau geste a cru devoir, perfidement, ajouter que c'était en raison du retour de l'appareil à Orly, pour prévenir un risque d'accident à l'atterrissage. (Le soir, ce détail malvenu était censuré). Nous savons qu'il n'en est rien, ce n'est pas une très problématique possibilité d'accident, qui aurait dicté un geste aussi beau. Le prétendre c'est abaisser notre condottière au niveau d'un Tartarin.

On mesurera, au contraire, la valeur de cette initiative, en se remémorant le prix du carburant, indexé sur le dollar lorsqu'il monte, et lié au colonel Khadafi quand il s'énerve.

Dès lors, nous voyons mal comment des votes écologistes iraient se fourvoyer vers un Brise-Lalance quelconque. Pourquoi chercher la Brise lorsque le vent du Seigneur déborde la mane céleste ? Avec Giscard au Pouvoir, la petite fleur bleue baigne dans l'oil.

Aux Etats-Unis, une gauche syndicale relativement importante se développe autour de l'United Automobile Workers. L'Institut Américain pour le Socialisme Démocratique (dont les liens avec cette gauche sont très forts) avait demandé à des socialistes ou des socio-démocrates européens d'animer une conférence sur « l'Eurosocialisme et l'Amérique ». Parmi les intervenants on a noté F. Mitterand, Olof Palme, P. Hureau (C.F.D.T.). Leurs interventions, centrées sur trois thèmes (la démocratie économique, sociale et politique) ont permis une critique sévère et argumentée des effets néfastes des politiques monétaristes menées en Occident, mais elles n'ont apporté aucune innovation : les socialistes n'ont pas encore élaboré de solutions nouvelles permettant de sortir de la crise. Ce qui conduit le journaliste du « Monde » qui assistait aux débats à écrire : « En ce sens, les leaders de la social-démocratie européenne n'ont peut-être pas répondu totalement à l'attente de leurs interlocuteurs américains. » On cherche le La Fayette de l'économie !

●

« Il y a actuellement quelques raisons de porter sur le gouvernement français le jugement qu'Alexis de Tocqueville portait sur celui de Louis Philippe, autre apôtre du « juste milieu » : il (le gouvernement) avait pris l'allure d'une compagnie industrielle où toutes les opérations se font en vue du bénéfice que les sociétaires pouvaient en retirer. »

Devinez qui parle ainsi du gouvernement de V.G.E.-Barre ? C'est P. Charpy dans l'organe du R.P.R. « La Lettre de la Nation » du 9-12-1980.

A ma connaissance il y a toujours des ministres R.P.R. au gouvernement. Il faut dire que la soupe est bonne, tellement que je suis à peu près sûr que le R.P.R. appellera à voter pour V.G.E. au second tour des présidentielles.

●

Un symbole : En « voyage privé » aux Antilles, V.G.E. a assisté à la messe de minuit dans l'église Sainte Luce qui est une réplique exacte, mais en dimensions réduites, de la Basilique du Sacré Cœur de Montmartre .

Au cas où vous l'auriez oublié, je vous rappelle que cette dernière a été édifiée en témoignage de reconnaissance au Seigneur... pour avoir délivré la France de la Commune.

●

Et si l'on parlait des excédents des pays consommateurs de pétrole ? C'est ce que fait Lammers dans le numéro d'« Energies » du 24-10-1980 : « Peut-être serait-il bon de réfléchir, si l'on veut parler en connaissance de cause des « fabuleux » revenus des pays pétroliers, au fait qu'en 1978 ces derniers touchaient 13 dollars par baril vendu en Europe et qu'ils en toucheront sans doute en moyenne 16 en 1980. Mais, dans le même temps, les pays consommateurs percevaient un revenu fiscal au baril raffiné de 13,40 dollars qui sont devenus 17 dollars en 1980. Et l'on n'entend pas dire que les pays consommateurs tirent un profit fabuleux du pétrole... ».

●

La Grèce est devenue le 1er janvier dernier le dixième membre du Marché Commun. Et ça va encore nous coûter cher ! En effet, les producteurs de poires et de raisins de table grecs bénéficieront de prix de retraits plus élevés que ceux que reçoivent les producteurs français ou italiens. Les prix de retraits, ce sont les sommes que l'on paie pour les quantités de produits retirées du marché et **détruites** en cas d'excédents.

●

Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., le nombre des chômeurs a été en 1980 de 23 millions, soit 5,8 % de la population active. La France de Giscard-Barre a fait mieux que la moyenne puisque le pourcentage de chômeurs a a atteint 6,6 %.

Les experts de l'O.C.D.E. estiment que d'ici huit mois ce taux atteindra en France 8 % de la population active contre 7,5 % pour l'ensemble de l'O.C.D.E.

●

Selon un rapport du Bureau International du Travail, l'introduction de plus en plus grande de l'électronique dans le commerce et les bureaux risque de priver les femmes des emplois qui leur permettaient de vivoter. Les nouvelles technologies réduisent désormais la capacité d'accueil du secteur tertiaire considérée jusqu'ici comme illimitée. L'ordinateur et la bureautique vont conduire à une réduction des effectifs : une illusion de plus qui s'écroule !

●

Une idée très répandue... mais fausse, celle qui consiste à croire que les bas prix pratiqués par les Japonais sont dûs à des salaires de misère. En fait, la rémunération moyenne dans l'automobile est à peu près la même qu'en France et la retraite moyenne pour l'ensemble des salariés atteint presque le double de ce qu'elle est chez nous, avec un âge de départ à la retraite inférieur de cinq ans.

●

Si l'on en croit André Fontaine (« Le Monde » du 24-12-1980), le secret de la réussite japonaise, c'est l'obsession d'apprendre et d'enseigner. En effet, 96 % d'entre eux terminent des études secondaires et 39 % des études supérieures.

J.-P. MON

## réflexions

# BIZARRE !

par Marcel DUBOIS

LORSQUE nos compatriotes ont tendance à rouspéter un peu trop fort et à se plaindre que tout va de mal en pis, il est de bonne guerre de leur rétorquer qu'au delà de nos frontières la situation n'est pas tellement plus réjouissante ; et surtout de leur faire remarquer combien ils ont de la chance d'être nés au pays des libertés, et de pouvoir exprimer leurs griefs sans encourir les gros ennuis inhérents aux régimes totalitaires de tous acabits.

C'est en considération de cette précieuse liberté d'expression que je me suis permis d'adresser la lettre ouverte ci-après à l'un de nos sympathiques confrères de la presse parlée :

Monsieur Daniel SAINT HAMOND
Journaliste ORTF
116, avenue du Président Kennedy
75016 PARIS

Paris, le 17 décembre 1980.

*Cher Monsieur,*

*Je ne suis pas un fanatique de l'écoute de FRANCE-INTER sur lequel sévissent, à mon humble avis, beaucoup trop de blablateurs entre deux séries de vociférations de soi-disant chanteurs qui encaissent, paraît-il, des millions en imitant (mal) les babouins.*

*Je fais néanmoins une exception pour la revue de presse quotidienne qui nous apporte chaque matin, entre 8 h 30 et 8 h 40 environ, une physionomie des commentaires journalistiques inspirés par l'actualité. Cette revue nous est le plus souvent présentée par vous, et il m'est agréable de constater vos efforts d'impartialité politique dans l'échantillonnage de vos morceaux choisis.*

*C'est pourquoi je me permets d'attirer votre attention sur deux points :*

1°) *Au fil des mois et des années, je suis frappé par la répétition d'abord lassante, puis décevante et irritante, des mêmes clichés et des mêmes ritournelles. Vous n'y êtes évidemment pour rien, mais vous êtes mieux placé que quiconque pour apprécier à quel degré d'inconscience ou de cynisme sont parvenus les experts économiques qui, depuis des décennies, nous promettent que demain on rasera gratis mais qu'aujourd'hui il convient d'augmenter les taxes et de se serrer la ceinture. Je suis convaincu que vous pourriez, sans même que vos auditeurs s'en aperçoivent, citer des extraits de journaux de toutes tendances vieux de 20 ou 30 ans... c'est à peu près toujours la même chanson.*

2°) *Au fil des mois et des années, j'ai entendu présenter des articles venus de tous les horizons politiques, de tous les grands quotidiens nationaux ou régionaux, des hebdomadaires ou des mensuels spécialisés, des journaux féminins ou écologistes, etc..., et c'est fort bien ainsi.*

*Et pourtant, bizarre ! Il existe depuis plus de 40 ans une publication indépendante de toute appartenance politique et qui n'a jamais cessé de sortir des sentiers battus en matière économique. Dénonçant l'absurdité d'un système dans lequel coexistent l'insatisfaction des besoins vitaux des individus et le chômage, la faim dans le monde et les destructions volontaires de denrées. Cette publication fondée par Jacques DUBOIN propose des solutions constructives basées sur le Revenu Social et la monnaie de consommation. Que l'on soit ou non d'accord avec ces réflexions relève évidemment du droit d'appréciation de tout un chacun. Mais que jamais, je dis bien jamais, les revues de presse n'aient fait la moindre allusion à* la Grande Relève des Hommes par la Science *me paraît absolument extraordinaire !*

*Que faut-il en conclure ? Y a-t-il eu des ordres venus de Très Haut ? Et si oui, serait-ce que nos articles soient considérés comme dangereusement subversifs ?*

*Mais peut-être, après tout, n'ai-je pas eu de chance ou ai-je mal écouté. Peut-être allez-vous me faire connaître les jours où vous avez bien honnêtement distillé à vos chers auditeurs quelques bribes de nos fumeuses utopies, et soyez bien persuadé alors que je m'empresserai de faire publiquement amende honorable auprès de nos lecteurs.*

*Mais peut-être aussi n'aviez-vous jamais eu connaissance de l'existence de notre journal et que, cette lacune comblée, vous allez bientôt nous réserver une heureuse surprise ?*

*C'est dans cet espoir que je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.*

M. DUBOIS

## initiatives

Dans **« La Libre Pensée »***, Roland Carpentier s'insurge contre la fourberie des dirigeants qui culpabilisent le chômeur (bientôt 2 millions) lui faisant croire qu'il est « diminué ». Alors que les patrons utilisent de plus en plus le progrès, sous forme de machines automatisées qui produisent sans percevoir aucun salaire. Retour du Japon, Poniatowski, lui-même, a relaté y avoir vu une usine entièrement robotisée sans aucun ouvrier et il n'a pas caché que « cette technique de production s'implantera aussi en France sous peu ». L'auteur demande que les ouvriers évincés touchent les salaires que ne peuvent percevoir les machines qui tournent seules. Il vitupère politiciens, syndicalistes, journalistes, intellectuels, penseurs, etc., et leur suggère de remplacer leurs idées creuses sur l'économie marchande classique périmée, par une économie distributive, avec revenu social garanti pour tout le monde en toute égalité, une monnaie non thésaurisable pour pouvoir écouler toutes productions, un service social pour tous les valides.

* **« La libre pensée »**, 12, rue des Fossés St-Jacques, Paris-5e.

# Lettre au P.S.

*Nous poursuivons l'analyse et la critique des programmes annoncés par les futurs candidats à l'Elysée, en présentant ce mois-ci ce qui semble devoir constituer le fondement de la campagne du Parti Socialiste. Nous avons pour cela pris connaissance du Projet Socialiste, mis au point et rédigé par les instances du parti, compte tenu des conclusions de la Convention Nationale des 12 et 13 janvier 1980.*

*Il pourra évidemment être l'objet de modifications mineures pendant la campagne, mais il restera pour l'essentiel, la bible du ou des candidats.*

*Voici donc les éléments d'une lettre à adresser, suivant la proposition de notre camarade J.M., de Pagney, soit au candidat du P.S., soit à tout autre membre du P.S. que vous connaissiez, soit encore pour profiter de la création du quotidien socialiste (qui doit être prêt à publier les lettres de ses lecteurs), au journal « Combat Socialiste » 10, rue de Solférino, 75007 Paris.*

## LE PROJET SOCIALISTE

Le projet socialiste que vous proposez comporte trois thèmes : « comprendre », « vouloir » et « agir », qui peuvent être ainsi résumés :

« **Comprendre** » c'est l'explication philosophique du partage économique et politique actuel du monde en deux blocs.

L'un de ces derniers est dominé par le « capitalisme impérialiste » (USA-Europe occidentale, Japon) dirigé par les « multinationales » inspirées par la « Commission Trilatérale » avec son « redéploiement industriel mondial ».

L'autre, par « l'impérialisme totalitaire soviétique « colonisant » des pays de plus en plus nombreux (Cuba, Angola, Ethiopie, Afghanistan).

« **Vouloir** c'est reconstituer les valeurs fondamentales de la démocratie (égalité, liberté, responsabilité).

« **Agir** avec quatre priorités : croissance sociale, droit à l'emploi des hommes et des jeunes, temps et goût de vivre : une France indépendante et ouverte sur le Monde.

Cette action doit être collective avec l'aide de toutes les classes sociales pour aboutir à un « socialisme à visage humain » qui instaurera une société « autogestionnaire » dans tous les domaines de manière à aboutir à la vocation fondamentale du Parti : « la transformation socialiste de la société ».

Les tâches ainsi fixées aux militants demandent persévérance et courage car le Parti n'en cache pas la complexité ni les difficultés.

Mais le projet ne fait aucune mention de la politique financière sur laquelle s'appuiera cette action pour parvenir à ses fins.

Je ne doute pas de la bonne foi et de la résolution de ceux qui ont participé à l'élaboration et à la présentation d'un tel programme, mais je crains que « l'accélération de l'histoire », c'est-à-dire l'évolution trop rapide de la conjoncture présente ne nous oblige à aller au delà des propositions apparemment réformistes préconisées par le Parti Socialiste.

Aujourd'hui, les salariés sont angoissés par la peur du chômage, les petits industriels sont contraints de fermer leurs usines ou de se laisser absorber par la grosse industrie, les commerçants disparaissent au profit des grandes surfaces, les retraités voient fondre leur pouvoir d'achat.

En tant que consommateurs tous savent pertinemment qu'ils sont les victimes de l'inflation, c'est-à-dire de la montée des prix et ils constatent que les droits de l'homme les plus élémentaires sont bafoués, que les scandales financiers sont de plus en plus nombreux et, enfin, ils ont peur d'un conflit armé.

Alors, pourquoi ne pas avoir signalé et analysé dans le Projet Socialiste les causes réelles de la crise économique nationale et mondiale à laquelle nous assistons et dont nous subissons les conséquences ?

Pourquoi ne pas reconnaître que le progrès extrêmement rapide des sciences et des techniques, imprévisible à l'époque des grands penseurs marxistes et socialistes, atteint un tel niveau que la rupture se produit et qu'il y a un décalage constant entre les moyens de produire et la répartition des produits créés, entre les consommateurs potentiels ?

Pourquoi avoir peur de constater que la « Condition Ouvrière » se transforme au fur et à mesure que les outils ultra perfectionnés remplacent l'homme dans tous les secteurs de production ?

Pourquoi ne pas avouer qu'une économie basée sur l'échange est une des principales causes de la crise qui atteint aussi bien les nations capitalistes que les nations à «socialisme autoritaire» ?

En vous inspirant des écrits de Jacques Duboin, François Perroux, André Gorz et Alain Toffler qui montrent la voie, mes camarades et moi, nous vous demandons de proposer aux militants de nouvelles structures de production et de distribution par une technique financière et monétaire appropriée, substituée aux mécanismes actuels de solvabilisation des prix, des salaires et des profits.

Cette technique associée à une planification diversifiée ouvrirait des perspectives auto-gestionnaires répartissant le travail et les richesses.

De plus, cette amorce de nouvelles structures abondamment exposées et développées par les « Media » à l'occasion de la Campagne des élections présidentielles gagnerait à la cause du socialisme de nouveaux électeurs.

Nous sommes témoins en effet que beaucoup d'hésitants ne demandent qu'à être éclairés sur les réalités d'un socialisme tout à fait nouveau et logique qui les changerait des phrases creuses qu'ils entendent constamment, alors qu'ils ont peur de l'avenir.

**E.B.** et **A.D.**

# A tous les candidats

A l'occasion des élections, un de nos camarades écrit aux candidats pour leur faire comprendre nos thèses et la nécessité de les proposer au plus vite. Voici la presque totalité de sa lettre, dont nos lecteurs peuvent s'inspirer.

*Conscient des dangers que nous courons, qu'il me soit permis, Monsieur le ....., en tant que simple citoyen, de vous exposer ici les réflexions nées de la situation dans laquelle se trouve notre pays et aussi, il faut bien le dire, du monde qui nous entoure.*

*Avant de poursuivre, permettez-moi de me présenter. Ouvrier plombier dans une usine métallurgique de Saint-Denis depuis bientôt 40 ans, militant syndicaliste C.G.T. depuis 1936, n'ayant jamais appartenu à aucun parti politique, j'ai toujours été animé de sentiments humains envers mon prochain. Et c'est à partir de l'âge de raison que mes aspirations d'honnête homme m'ont fait découvrir les tares et les méfaits du régime dans lequel nous nous débattons tout comme des crabes dans un panier.*

*Certes, nous ne sommes pas des saints ni les uns ni les autres et nous avons, chacun dans notre petite sphère, notre part de responsabilité dans le fonctionnement de la Société dans laquelle nous vivons. C'est de cela que je veux vous entretenir.*

*Aigri par tous ces scandales financiers, économiques, par toutes ces destructions de richesses pendant que des gens sont privés du nécessaire ou meurent de faim, par ces lois périmées et par cette foire d'empoigne où le profit règne en maître dans tous les domaines, mais soucieux de la gravité de l'ampleur que prend de jour en jour l'incivisme, l'égoïsme et le j'menfoutisme, je ne puis taire la grande amertume que je ressens. Je m'adresse donc à vous, poussé par un irrésistible besoin d'aider mes semblables à comprendre pour ne pas périr, pendant qu'il en est temps encore. Je m'explique.*

*Des élections vont avoir lieu prochainement. Les Français et les Françaises vont retourner aux urnes avec l'espoir que ça changera.*

*Cependant, me référant aux événements de 1936 et plus près de nous à ceux de 1968, je ne peux que constater que les Français n'ont rien appris de la grande Révolution née du progrès des sciences et des techniques.*

*Depuis 1945, tous les gouvernements qui se sont succédés, avec beaucoup de discours, de promesses et de replâtrages n'ont fait que précipiter le désarroi parmi nous.*

*Je constate amèrement que tous les partis politiques et même ceux de gauche, commettent les mêmes erreurs que celles de leurs prédécesseurs, à savoir : que l'on ne peut apporter de véritables réformes de structures en restant dans le cadre vermoulu du régime capitaliste. Il faut donc sortir des sentiers battus, ce qui suppose en premier chef le remplacement du franc actuel — dont la valeur tend vers le zéro — par une monnaie de consommation gagée sur la production et s'annulant à l'achat. Il faut que l'Etat revienne à son droit régalien de battre monnaie et de par là même instaurer un revenu social pour tous — de la naissance à la mort — avec pour corollaire un service social où chaque membre de la Société aura sa place en fonction de ses aptitudes physiques ou intellectuelles. Je suis parfaitement convaincu que toute la gauche française ne pourra résoudre les problèmes qui découlent de la situation dans laquelle nous sommes, tant qu'elle restera prisonnière du système capitaliste et je suis non moins convaincu que Marx, Engels, Lénine, Jaurès seraient déçus — s'ils revenaient — de voir les hommes du 20e siècle s'entre-déchirer dans le sacro-saint régime des prix-salaires-profits.*

*La lutte des classes est maintenant dépassée tout comme les nationalisations qui ne survivent que grâce aux subventions puisées dans la poche des consommateurs.*

*En vérité, ce n'est que par la socialisation des grands moyens de production que nous mettrons fin à cette oligarchie financière et économique et que nous aurons la possibilité de mettre hors d'état de nuire le profit égoïste des hommes pour en faire un bien-être collectif.*

*Utopie, direz-vous ? Les utopistes sont ceux qui s'acharnent à faire revivre un passé qui est définitivement mort.*

**La France qui a toujours été à l'avant-garde des révolutions a, à cette heure tragique de notre histoire, la possibilité et le devoir de montrer au monde que nous ne voulons devenir ni des assassins, ni des assassinés.**

*Pendant qu'il est encore temps — car demain il sera trop tard — il est urgent de redresser la barre et d'insufler aux Français cette ère nouvelle qui doit nous conduire vers le Socialisme Distributif. Ce n'est plus dans la rue que doit se faire la révolution, c'est avant tout dans les esprits et dans le cœur des hommes.*

*En vous priant d'excuser le style d'un simple citoyen et non sans vous rappeler que ce ne sont pas les idées qui sont en avance, mais les hommes qui sont en retard, je vous prie de croire, Monsieur le .., à l'expression de mes sentiments distingués.*

M.R., Stains.

## INCONSCIENCE

**Notre économie n'est pas une science.** C'est un monument d'inconscience. C'est une économie qui fait vivre des parasites au détriment des vrais travailleurs.

Nos experts économiques ne sont en fait que des inconscients qui n'ont jamais pratiqué l'étude pluri-disciplinaire alliée à la pensée réfléchie.

Ce qu'on appelle la science économique n'est qu'un tissu de mensonges soigneusement entretenu par le système financier.

Ces mensonges conditionnent les travailleurs de l'utile et de l'inutile qui se conduisent comme les moutons de Panurge.

Et si un jour la conscience des peuples surgit, il restera la guerre qui brisera l'élan des libertés.

Albert CHANTRAINE

## étranger

# LES MALHEURS DE L'ETAT PROVIDENCE

**par Pierre SIMON**

A la différence des Etats-Unis où l'aide sociale n'existe que sous une forme fragmentaire et toujours révocable, la plupart des nations de l'Europe de l'Ouest possèdent, depuis des années, des systèmes particuliers qui permettent la prise en charge du citoyen par la communauté tout au moins face aux grands problèmes de la vie que l'individu a peu de chances de résoudre seul. En effet, nos sociétés sont devenues plus complexes, la division du travail tend à s'accentuer et il est donc normal que certains services essentiels soient assurés collectivement.

C'est ainsi que, dans le but de créer des sociétés plus humaines les gouvernements, parfois de leur propre initiative comme ce fut le cas en Angleterre dès 1945, souvent sous la pression des électeurs, se sont efforcés de mettre un écran entre les vieux, les malades et les infirmes et la misère à laquelle les condamnait impitoyablement un système où chacun doit assurer sa propre subsistance. Certes, les familles avaient déjà partiellement résolu le problème, chacun selon ses possibilités. Mais il y a des sans famille et aussi des familles pauvres. D'où la nécessité d'organiser une protection à l'échelon de la nation qui seule permettait d'établir une certaine justice et satisfaisait la raison.

La crise économique a apporté avec elle la raréfaction des emplois, donc des cotisations nécessaires au fonctionnement du système, ainsi que des impôts plus lourds pour ceux qui travaillent. Le chômage croissant ne peut être indemnisé qu'en puisant davantage dans les poches des contribuables qui commencent à crier grâce ou, en fabriquant de la monnaie de singe, pour combler les déficits budgétaires.

Par son organisation pesante, l'aide sociale sous toutes ses formes donne naissance à une bureaucratie budgétivore ainsi qu'à des abus manifestes. Par exemple, les Danoises qui travaillent moins de quarante heures par semaine touchent une indemnité de chômage compensatoire. C'est à ce titre qu'une dentiste de la Sécurité Sociale qui gagnait 180 000 francs par an pour 29 heures hebdomadaires recevait aussi 22 500 francs par an au titre du chômage partiel. La facture de l'aide sociale s'est donc élevée au Danemark passant de 12 milliards de francs en 1970 à 56 milliards en 1980. De telles distorsions sont génératrices d'inflation.

En Suède, où les impôts représentent 52 % du revenu des personnes physiques, un travailleur bénéficiant du salaire unique et ayant deux enfants gagne, par exemple, 85 500 francs par an. Après déduction des impôts et compte tenu des allocations familiales, il perçoit en fait un peu moins de 60 000 francs net. S'il travaille à mi-temps ses revenus diminuent de 8 000 francs seulement.

Le problème des retraités est également aigu. Toujours en Suède, 4,2 milions de travailleurs font vivre 1,2 millions de retraités. Or, selon une commission d'experts, le nombre de personnes dont l'âge va de 80 à 90 ans va doubler dans les dix prochaines années. Leurs enfants, bien sûr, ne pourront pas subvenir à leurs besoins étant eux-mêmes retraités.

★

On pourrait multiplier les exemples et montrer à quel point les budgets nationaux sont grevés par des dépenses d'aide sociale dont l'ascension est vertigineuse. L'idée équitable de nos sociétés, idée qu'il ne s'agit pas d'abandonner, est en fait pervertie par les pesanteurs d'un système économique où le profit réalisé par quelques uns et le travail intensif de quelques autres doivent permettre de faire vivre une partie de la population qui, elle aussi, croît. Cette situation est malsaine et engendre des jalousies et des tensions entre catégories sociales, certains se plaignant, non sans quelque raison, d'être exploité à l'avantage de « paresseux ».

Aux Etats-Unis on a vu ces dernières années de véritables révolutions de citoyens obligeant les responsables de leur Etat à diminuer les impôts, donc l'aide sociale et les services publics, toujours les premiers à souffrir dans ce cas. Les défavorisés vont être encore plus défavorisés et ce n'est pas M. Reagan qui va aller contre ce courant.

Il est manifeste que seule une révision fondamentale, celle que propose l'Economie Distributive, peut permettre de préserver l'idée de justice et d'égalité face à la vie et les impératifs d'une saine gestion de l'Etat. Il est temps qu'on s'en persuade avant de faire fausse route et de régresser vers un type de société égoïste et farouchement individualiste dont le spectre se profile à l'horizon.

## tarifs

**ABONNEMENTS ANNUELS**
(11 numéros)

**« La Grande Relève » est un cas unique : ses tarifs d'abonnements n'ont pas augmenté depuis plus de cinq ans ! Nous tenons à maintenir ce tarif ridiculement bas afin que nul ne puisse être privé de sa lecture en raison de son coût. Mais nous rappelons à ceux qui en ont les moyens que le journal ne survit que grâce à la souscription permanente : « Pour que vive La Grande Relève ».**

| | |
|---|---|
| France ..... | **30,00 F** |
| Etranger ..... | **35,00 F** |
| Abonnement de soutien (2 numéros) ... | **55,00 F** |

**Pour éviter des frais inutiles, nous demandons à nos abonnés de nous faire parvenir le montant de leur réabonnement sans attendre une carte de rappel (qui nous coûte 3 F).**

**D'avance merci.**

# ils y viennent

**Sous cette rubrique, lancée par G. Steydlé, nous poursuivons la collection des textes qui prouvent que nos idées se répandent :**

■ **AVOIR OU ETRE**
de Erich Fromm,
collections réponses, éditions Robert Laffont.

• La plupart des maux des sociétés actuelles, capitalistes ou communistes, disparaîtraient avec *l'instauration d'un revenu annuel garanti.*

*L'essentiel de cette idée est que tous les individus, qu'ils travaillent ou non, auront le droit inconditionnel de ne pas mourir de faim et de ne pas être sans abri. Ils recevront juste ce qu'il faut pour se sustenter, mais n'en recevront pas moins. Ce droit exprime un concept nouveau pour notre époque, bien qu'il s'agisse d'une norme très ancienne, exigée par le christianisme et pratiquée par un grand nombre de tribus « primitives »* : que les êtres humains aient un droit inconditionnel à la vie, qu'ils accomplissent ou non leur « devoir envers la société ». *C'est un droit que nous garantissons à nos chats et à nos chiens, mais non à nos semblables.*

*Le domaine de la liberté individuelle serait considérablement élargi par une telle loi ;* aucune personne économiquement dépendante d'une autre (*d'un père, d'un mari, d'un patron*) *ne serait plus obligée de se plier au chantage de la faim.*

*Le revenu annuel garanti assurerait une liberté et une indépendance réelles. C'est pour cette raison qu'il est inacceptable pour tout système fondé sur l'exploitation et le contrôle autoritaire, et, en particulier, les différentes formes de dictature. Il est caractéristique du système soviétique que les dispositions visant à la gratuité de certains biens ou services, même les plus simples (par exemple, les transports publics et les distributions gratuites de lait), ont été régulièrement repoussées. L'assistance médicale gratuite est la seule exception, mais seulement en apparence, puisque, ici, le service gratuit dépend d'une condition claire et nette : pour en bénéficier, il faut être malade.*

*L'idée peut paraître irréalisable ou dangereuse à ceux qui pensent que l'« homme, par nature, est fondamentalement paresseux ». Ce lieu commun, en fait, n'est absolument pas fondé ; il est tout simplement un slogan qui sert à rationaliser la résistance à la volonté de rendre un sentiment de puissance à ceux qui sont sans défense.*

(Envoi de J. Bourgoin, St-Quentin)

## Y VIENDRAIENT-ILS ?

De qui sont ces lignes :

*« Dans la société scientifique, l'investissement, du fait de la télématique, devient réducteur d'emplois, sans créer parallèlement d'emplois de substitution, loin de là. La masse des biens et des services nécessaires pour une production constante de biens et de services évolue négativement ».*

*« A terme, le problème sera de faire bénéficier de larges couches de la population du progrès technique ayant entraîné cette gigantesque accumulation de capital. La seule réponse se trouve dans des mécanismes de transfert direct du revenu provenant de la détention de ce capital et des ressources naturelles vers la population. »*

★ **Réponse :**

— De Michel Poniatowski, citées par Gérard Morice dans un article de « Science et Vie », n° hors série 132, intitulé « La trompeuse malédiction des machines ». L'auteur poursuit :

*Ce qui signifie que ce n'est plus le travail de l'individu qui permettra de financer sa consommation.*

(Envoi de C. Gaudas, Draveil)

●

■ Est-ce que la gloire d'un Etat ne devrait pas être, puisque de toute façon, semble-t-il, chômage il y a, malgré les spécialistes chargés de le résorber, d'assurer à chaque individu, qu'il travaille ou non, un revenu annuel garanti ?

★ **Réponse :**

— de Henri Laborit dans « Copernic n'a pas changé grand' chose ».

(Envoi de N. Spanjaard, Sèvres)

●

■ L'espèce humaine a mis des milliers d'années pour atteindre le niveau du P.N.B. de 1950, lequel a triplé en une seule génération... mais les inégalités entre les hommes se sont grandement accentuées et pour ma part je considère que le développement, jusqu'à la fin du siècle, ne peut se faire que sous le signe de l'égalité : un changement fondamental à l'échelle globale doit inévitablement survenir.

★ **Réponse :**

— du Yougoslave Janez Stanovnik.

(Documentation UNESCO)

## souscription

### POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVE »

CREMONINI, 55 — ANONYME, SURESNES, 20 — Roger COLNEY, 20 — Marcel JULLIEN, 45 — André RICHARD, 70 — Guy NAUROY, 90 — Roger GOUGIS, 370 — MENAGER, 20 — André MEURAND, 45 — Charles VIEILLE, 20 — Etienne POIROUX, 20 — César LACROIX, 120 — Guy SIMON, 30 — ENGLINGER, 120 — Joseph LANOE, 10 — Robert BEHR, 170 — André GEOFFROY, 220 — Charlemagne BAUNY, 65 — Marcel ROBERT, 20 — Gilbert de SWERT, 20 — Mlle CORCELET, 70 — Jules SAVE, 170 — Adrienne FOURNIER, 170 — Michel DOSSET, 45 — Robert DUTERTRE, 30 — Pierre PICAMAL, 70 — Justin ALLEMAND, 10 — Jean BOURDETTE, 95 — Robert GAYET, 30 — Raymond POIGNANT, 30 — Joseph CORNELIO, 20 — Marc BURLET, 120 — Bertrand VERT, 20 — Jacques LECLERC, 300 — Marguerite PICOURLAT, 120 — REDOUTE, 20 — Paul BENE, 20 — Marcel GAMET, 30 — Florent GAMET, 30 — Marcelle CHASSEIGNE, 20 — Germain JULLIEN, 20 — Philippe BOUCHARD, 70 Alphonse TRACHSEL, 45 — Monique BOURRIAU, 70 — Jean EMERY, 40 — Jules RENON, 170 — Jean VALAT, 70 — René ROZE, 20 — Gabriel LAFONT, 500

# soit dit en passant

## LA COURSE A L'ELYSEE

par Gabriel LAFONT

La campagne présidentielle, je ne vous apprends rien, commencée avant même d'être ouverte, bat son plein. Et c'est la bousculade faubourg St-Honoré. On n'avait jamais vu ça.

C'est que la place est bonne. Semaine de 40 heures, salaire minimum garanti, sauf en période électorale où il faut faire des heures supplémentaires, vacances payées à Brégançon, sans compter les petits cadeaux. Et la cantine qui n'est pas mal non plus. J'allais oublier la retraite. Giscard, rassurez-vous, s'il était obligé en mai prochain de quitter l'Elysée où il est si bien, ne serait pas réduit à la soupe populaire ou à finir ses jours chez les petits vieux de Nanterre. Sachez que le président de la République, lorsqu'il cesse ses fonctions, bénéficie du traitement alloué aux membres du Conseil Constitutionnel dont il est membre à vie. Ce traitement supplémentaire est d'environ 22 000 francs par mois. Avec les petites économies qu'il a pu réaliser durant son septennat, les cadeaux d'amis ou de « parents » qu'il a reçus, Giscard peut attendre la retraite à Chamonat. Et ce n'est pas demain qu'il ira mettre ses diamants au Mont-de-Piété pour nourrir sa famille, ou qu'on le verra faire la manche avec son accordéon dans les couloirs du Métro.

Voyez-vous qu'on en soit réduit à organiser une quête sur la voie publique pour le président ? Ou une soirée de gala dont Coluche pourrait prendre l'initiative ? On n'en est pas encore là, heureusement.

Oui, la place est bonne. Et même convoitée. C'est ce qui explique le nombre des postulants dans la course à l'Eysée. Pas comme à la Maison-Blanche où, pour les dernières élections, malgré toute la publicité faite à l'événement, on n'a pu trouver que deux candidats et même pas présentables. Pauvres Américains ! Si on n'avait pas peur de les vexer on leur refilerait bien notre excédent pour la prochaine.

Parce que chez nous, on n'a toujours pas de pétrole, mais, cela commence à se savoir, on a de la matière grise. Et des mecs à la hauteur. Pas des marchands de cacahouettes ou des cow-boys pour patronages et autres ringards. On a des économistes, nous. Avec des plans de redressement plein leurs tiroirs. Et qui sont prêts à faire don de leur personne à la France.

On ne leur en demande pas tant, remarquez. On ne leur demande — est-ce être trop exigeant ? — que de tenir leurs promesses électorales. Ce qui ne va pas être facile au train où ils vont. Et je plains le gagnant du grand prix de l'Elysée, le lendemain du scrutin, qui va se retrouver seul, les lampions éteints, avec ses promesses, un déficit budgétaire accru, une inflation devenue galopante, un franc de plus en plus flottant et mergiturant, et deux millions de chômeurs en colère.

Au cas où il serait à court d'idées pour redresser la situation, je me permets de lui en suggérer une. Elle vaut ce qu'elle vaut, mais au point où l'on en est...

Mon idée la voici. Pour sortir de cette pagaille, il faut du fric. Mais ce fric, comment l'extraire sans douleur de la poche du contribuable, en admettant qu'il en reste encore après la dernière ponction du ministre des Finances ? C'est tout simple : il y a la loterie nationale, le loto et le tiercé. Pourquoi n'organiserait-on pas un tiercé pour la course à l'Elysée ? Un tiercé qui serait obligatoire et dont le bénéfice pourrait alimenter la caisse de secours des betteraviers ou celle des banquiers nécessiteux. On m'objectera que ce n'est pas avec un tiercé tous les sept ans que l'on pourra aider les bonnes œuvres et s'offrir un nouveau sous-marin nucléaire. Je sais. Mais qui empêche d'en faire un tous les jours ? On m'objectera encore qu'un président tous les jours c'est peut-être bon pour le changement mais pas pour la continuité. Alors, mais on va dire que je suis têtu, ne parlons plus de faire courir les présidents, mais gardons l'idée que je m'obstine à trouver bonne. On pourrait faire courir des escargots, par exemple. Je jouais à ça quand j'étais môme avec les copains.

Mais il y a mieux. Le dessinateur humoriste Topor s'est rendu célèbre en Amérique où, débarqué un beau matin avec une valise pleine de camemberts, il avait organisé une course de fromages.

Avec sa permission on pourrait organiser chez nous des courses de camemberts sur les Champs-Elysées, où tous les Français viendraient faire leur tiercé quotidien. Le bénéfice en serait réservé, comme il se doit, à l'amélioration de la race des camemberts. C'est-à-dire qu'il pourrait servir à résorber les excédents de produits laitiers.

Les betteraviers et les éleveurs de veaux aux hormones attendront.

---

— Georges STEYDLE, 100 — Raymond PIQUET, 70 — René BONNET, 30 — Benoit LABBE, 30 — René MARLIN, 220 — Paul VILA, 70 — MAITREJEAN, 106,84 — Mario GABBANI, 15 — BURCKHART, 20 — Huguette LEBLOND, 10 — Nicole GAILLOT, 60 — Mme de BUCK, 30 — Mme BOUCHARD, 70 — Marcel LHERMINEZ, 70 — Jean LERY, 25 — HEUSCHEN, 108,41 — Aimé BOSSET, 20 — Mlle BROSSARD, 20 — André RICHARD, 70 — Philippe ETLIN, 440 — René JUBERT, 20 — Arthur PERINET, 270 — Maurice CHARTON, 30 — Lucien LAILLE, 20 — Daniel COEN, 20 — Michel DELAHAYE, 60 — BOULANGER, 15 — Jack LEGROS, 120 — Henri MONCRON, 20 — Roger GUICHON, 35 — Marcelle POMMEROLLE, 200 — Joseph POIRIER, 20 — Alain ETIENNE, 74,50 — Georges HARDY, 70 — Pierre DUBAL, 170 — Roger LEGRAND, 95 — René LATOUR, 10 — Paul GOUVERNEL, 70 — Marc BELLET, 20 — Raymond DOREAU, 45.

TOTAL : **6 944,75 F.** Merci à tous.

# bibliographie

## Pour l'économie, il allait encore plus vite !

DE nombreux lecteurs nous ont signalé que la rubrique « Actualités Historiques » de la revue HISTORIA de décembre 1980, soulignait les idées très en avance sur son temps de Jacques Duboin, en matière de stratégie. Nous donnons ci-dessous quelques extraits de cette rubrique intitulée :

**En 1922, un député réclamait une armée qui sente le pétrole et non le crottin.**

« Si le général de Gaulle a su magistralement exprimer en 1935 dans un livre, l'idée d'une armée modernisée par le moteur et la vitesse, c'est-à-dire par l'apport d'un corps cuirassé, il n'en est pas le seul père. Tout le monde s'accorde à reconnaître que le général Estienne et d'autres l'avaient déjà lancée. Ce que l'on sait moins, c'est qu'un jeune député de la Haute-Savoie, Jacques Duboin, en démontra vainement la nécessité à la Chambre des Députés le 14 mars 1922, consacrée au projet de loi sur l'organisation de la défense nationale par André Maginot.

Au député qui lui avait demandé « Qu'est-ce que cela veut dire moderniser une armée ? » il avait répondu : « Une armée moderne, c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat : elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin. C'est une armée où le moteur mécanique joue le principal rôle ».

Au ministre qui lui avait demandé de définir l'armée moderne, il avait répondu : « C'est une armée dans laquelle vous ne compterez plus un seul cheval. Quand on veut moderniser une industrie, la première modification que l'on opère consiste à la « moteuriser ».

La tactique est d'une brutale simplicité : voici les chars de rupture sous le couvert de la nuit, ...écrasant tous les obstacles. L'infanterie blindée, l'artillerie d'accompagnement les suivent, profitent d'un chemin tracé. Les premières lignes ennemies surprises sont rompues, et voici les rapides chars d'exploitation qui s'élancent — comme jadis la cavalerie — pour hâter la victoire... ».

« Supposons, dit Jacques Duboin, que les Allemands auxquels nous pensons toujours, forcément, lorsque nous nous occupons de choses militaires, réalisent l'armée moderne dont je viens de parler... »

Cela se passait en imagination, en 1922, le 14 mars, et cela s'est passé réellement et tragiquement pour les Français le 10 mai 1940.

Après ce que l'on sait des insuffisances graves des armements de l'armée française, on conviendra qu'elles ne manquent pas de piquant, les paroles suivantes, prononcées le 14 mai 1922, par le colonel Fabry, rapporteur général du projet de loi en discussion :

« Les idées exposées par notre collègue Duboin, (qui fut très souvent interrompu) méritent d'être écoutées. Il peut apparaître ici peut-être comme un précurseur, mais ce sera le seul reproche qu'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite. »

Nous qui connaissons aussi l'œuvre économique de J. Duboin, nous pensons que « Pour les économistes, il va encore plus vite... »

On pourrait aussi écrire à « Historia » que J.D. a beaucoup écrit en matière d'économie.

P.-N. A.

# initiatives

Extrait d'un tract :

**COMPRENDRE OU PERIR**

TOUTE ACTIVITE OBLIGATOIRE ET INUTILE EST DE L'ESCLAVAGE... Or, en économie de marché privée ou étatisée, on ne peut pas supprimer ce fantastique gaspillage d'énergie ni la pollution grandissante engendrée par les travaux inutiles et nuisibles, sans provoquer chômage visible.

Chaque machine remplace beaucoup plus de main-d'œuvre qu'il n'en a fallu pour la construire. CELA DEVRAIT NOUS LIBERER DE PLUS EN PLUS DU TRAVAIL OBLIGATOIRE (et non du « Travail » volontaire librement choisi pour notre épanouissement).

Mais s'obstiner en économie marchande à rétribuer les travailleurs en fonction d'abord du temps de travail, conduit à multiplier les activités inutiles et nuisibles sous prétexte de RENTABILITE et de « PLEIN EMPLOI » en produisant à outrance n'importe quoi, n'importe comment, dans une « expansion » ou « croissance » monstrueuse qui détruit la nature et l'homme : hypertrophie de la bureaucratie et de la paperasserie, la camelote qui s'use vite exprès, les intermédiaires en surnombre, la publicité... la production la plus nuisible, celle des armements... etc., soit pour le tout environ 75 % des activités !

L'ESCLAVAGE PRODUCTIVISTE EST UN CANCER QUI RONGE LA TERRE.

J. LEBLAN

●

Nous pouvons fournir (15 F les cent) des tracts reproduisant les pages 2 et 16 du journal.

●

**A L'AIDE !**

Nous envisageons de diffuser d'autres tracts ,avec toujours au verso la reproduction de la page 16 « résumé de nos thèses », mais dont le texte du recto serait différent.

Nous voudrions pour cela des textes rédigés chacun pour une catégorie particulière du public à qui le tract serait destiné : aux femmes, aux jeunes, aux agriculteurs, aux employés d'une usine (qu'on licencie...), aux cadres, etc., etc...

Proposez-nous des textes appropriés en vous servant de votre expérience personnelle pour toucher ceux qui vous sont proches.

D'avance merci.

La Rédaction

## réflexions

# Précisions sur l'inflation

Le premier paragraphe du « Fil des Jours » du mois dernier (G.R. n° 785) m'a valu une longue lettre de notre camarade Maurice Laudrain dont je donne l'essentiel ci-dessous :

*« A mon avis, ce qu'il faut reprocher à Barre, ce n'est pas la phrase que vous citez mais tout ce qu'il ne dit pas. L'abondance n'existe pas dans un pays qui exporte plus de 40 % de sa production alors que sa croissance est autoritairement limitée.*

*Si Giscard et Barre organisent « l'austérité » des masses populaires — et cela est indéniable — c'est pour permettre aux entreprises exportatrices d'être en mesure d'exporter plus de 40 % de la production nationale. D'ailleurs, ils ne leur ménagent pas l'aide financière de l'Etat, la nôtre. Etant donné le taux actuel de la croissance économique qui ne dépasse pas de beaucoup le 1 %, un tel taux d'exportation n'est possible que si une grande partie des travailleurs ne disposent plus que de très faibles revenus. Le gouvernement fait le nécessaire pour qu'il en soit ainsi. Certains pensent que, cependant, il suffirait que l'Etat ne limite plus, comme il le fait, les crédits bancaires pour investissements, pour obtenir un taux de croissance permettant de solvabiliser l'ensemble des travailleurs et les autres. Mais Barre sait que notre système financier (il l'expose dans son traité d'économie politique) engendre inévitablement l'inflation monétaire par les crédits à long terme.*

*De plus, dans ce régime il y a encore inflation avec une croissance zéro, c'est l'inflation par les profits. Le chou à la crème du pâtissier, qui n'est qu'un petit profiteur, l'illustre : il multiplie presque par quatre le prix de ce gâteau en le vendant 4 F. Ce coefficient était, en 1965, celui appliqué par le cartel Saint Gobain-Boussois pour le prix de fabrique du verre à vitre !*

*Dans sa brochure « Pourquoi manquons-nous de crédits ? », Jacques Duboin écrit page 28 :*

*« Le danger ne consiste jamais à créer la monnaie dont les échanges ont besoin dans une économie qui se développe mais à en créer bien davantage. Si le volume monétaire croît de 10 % pendant que la production des biens de consommation demeure la même, il est sûr que les clients se disputent les marchandises qui sont en quantité insuffisante : leur prix hausse pour résorber l'argent excédentaire » ... ». Et page 29 : « Le fonctionnement de notre système financier provoque lui-même la hausse par l'étrange manière dont la monnaie nouvelle entre en circulation... Aujourd'hui toute monnaie nouvelle a son origine dans les écritures comptable des banques qui accordent des crédits... ».*

*Ne laissons donc pas croire aux camarades qui nous lisent qu'il y a actuellement abondance. Non, celle-ci part à l'étranger et on fabrique la rareté pour conserver une société capitaliste.*

*Mais, comme toujours, c'est le maintien d'un tel régime, si contraire au bien public, qu'il faut dénoncer. Et là dessus, nous sommes vous et moi bien d'accord. »*

Afin de raffermir les connaissances économiques de nos lecteurs, nous leur conseillons vivement de se procurer l'ouvrage de Maurice Laudrain « Sortir de la Pagaille ». Ils y trouveront, entre autres choses, la description du mécanisme de l'inflation monétaire par les crédits à long terme. Le tableau de la page 35 permet notamment de constater une étonnante relation entre les crédits d'investissement et la hausse des prix.

●

**SORTIR DE LA PAGAILLE**
(224 pages - franco 27 F)
Versement à M. Laudrain
C.C.P. 10641-53 U Paris

D'autres brochures, écrites sous la direction de M. Laudrain ,peuvent être obtenues par versement au C.C.P. de « Pense et Lutte », 30571-80 La Source :

| | |
|---|---|
| « Pour bâtir le socialisme » | 2,00 F |
| « Le passage du capitalisme au socialisme » | 2,50 F |
| « Le peuple au pouvoir » | 5,00 F |
| « Comment maîtriser l'économie » | 1,50 F |

## perles

### COMPTES ET CONTES DU REGIME

#### L'industrie française à l'encan

A Avranches un ensemble industriel de 11 500 m2 dont 1 560 bâtis (construction de 1971) occupant jusqu'ici dans la fabrication textile 120 personnes, fermée pour raisons techniques (concurrence de pays en voie de développement) est cédé officiellement pour un prix symbolique de 1 F.

Le bénéficiaire obtiendra en outre des primes et des subventions et, si nécessaire, la formation professionnelle.

★

#### Marketing international

L'usager qui aime la musique produite par l'appareil dit de « Haute Fidélité » croit aider l'industrie française en choisissant une marque portant une raison sociale française, « Pathé Marconi » en l'occurence.

A la livraison, sa surprise est vive de constater que son appareil est recouvert d'un emballage « made in Japan ».

C'est une conséquence du redéploiement industriel mondial, inspiré par la Commission Trilatérale qui recherche la rentabilité où elle se trouve. Tant pis pour le chômeur français.

# bloc notes

## LES DROITS DE L'HOMME EN FRANCE

Des objecteurs de conscience, réunis sous le nom de 0 P 20, rappellent qu'aux termes de la loi n° 71424 du 10 juin 1971, il est possible, à ceux dont c'est la conviction, de ne pas effectuer de service militaire. Une demande doit être faite en temps voulu, s'appuyant sur des raisons philosophiques et religieuses.

Or c'est à huis clos que se réunit la commission spécialement chargée d'accepter ou refuser ces demandes et sur 900 demandes strictement identiques envisagées depuis 1971, 500 ont été acceptées, 400 refusées.

Les objecteurs dont la demande a été refusée totalisent aujourd'hui 1 300 jours de prison et risquent maintenant deux ans de prison. Certains ont entrepris une grève de la faim pour obtenir le statut légal d'objecteur. Ils s'engagent à participer à leur marche quotidienne pacifique, à 18 h, de St-Germain-des-Prés au Ministère de la Défense.

## ★ VIVRE EN HARMONIE

Association végétarienne ayant pour but le rétablissement et la sauvegarde de la santé pour le plein épanouissement de la personne humaine.

L'Harmonisme est un art de vivre basé sur les lois de la nature et le respect de la vie. Il développe l'esprit de non-violence et de fraternité.

5, rue Emile-Level, 75017 PARIS
Revue mensuelle

## ★ RENAITRE 2000

Avenue des Sablons
77230 Dammartin-en-Goële

**Prochaines conférences :**

Salle « PSYCHE », à 15 heures
15, rue Jean-Jacques Rousseau
75001 Paris

— 1er février :
Les origines de la morale et le rôle des religions dans l'Histoire humaine.

— 15 février :
Les premières civilisations.

— 1er mars :
Réformes, Révolutions, Evolution : c'est l'homme qui forme son destin.

*Nous remercions nos lecteurs de soutenir ces intéressantes conférences par leur présence.*

## ★ TRIBUNE DES ATHEES

Albert Beaughon
03380 Bellenaves

## ★ L'HOMME LIBRE

Revue trimestrielle
pour la libération des esprits
B.P. 205
42005 St-Etienne Cedex

*Faute de place, nous sommes obligés de retarder la publication de plusieurs articles, déjà composés, de G. Steydlé, J. Mestrallet, G. Gilet et H. Muller.*

*Ce sera pour le prochain numéro !*

## LA MACHINE EST AU SERVICE DU CAPITAL

« Pour la première fois, notre temps, le temps de vivre, de créer... est à notre portée. **Mais** encore faudrait-il que le progrès soit au service de l'intérêt général et non du capital privé ou multinational.

L'emploi n'est pas une fin en soi...

Alors que faire ? ».

— Rien, répondent les auteurs d'un tract signé **« Contacts, association des résistants à la marchandise »**, qui estiment qu'un refus de travail fait vraiment mal au patron.

Nous ne soulignerons pas l'illogisme qu'il y a à lutter par refus de travailler, contre un patronat qui ne demande qu'à remplacer des employés par des machines plus rentables. De même que nous ne croyons pas beaucoup à l'efficacité de l'autoréduction des factures EDF, SNCF, etc., pour annihiler le pouvoir en lui coupant les vivres.

Mais avec ces militants nous pensons que « la libération du travailleur » passe par la négation du « travail-marchandise » et, avec eux, nous disons comme A. Gorz analysé ici même il y a quelques mois : ADIEU AU PROLETARIAT !

## ★ LA LIBRE PENSEE autonome des Bouches-du-Rhône

11, rue Saint-Vincent-de-Paul
13004 MARSEILLE

Aborde aussi bien les thèses de l'économie distributive que les problèmes pacifistes.

**BULLETIN D'ENVOI (à remplir en rayant les mentions inutiles)**

**M** ..... **demeurant** .....
..... **vous adresse par CCP, par chèque bancaire, par mandat, la somme de** ..... **Francs, se décomposant comme suit :**
..... **F pour abonnement à dater de** .....
..... **F pour la souscription permanente « Pour que vive la Grande Relève »**
..... **F pour recevoir** ..... **tracts de propagande (à 10 F le cent)**
..... **F pour recevoir** ..... **exemplaires (à 10 F) du numéro spécial contenant des extraits des livres (épuisés) de J. Duboin.**

...« *Il faut profiter de l'émission de* France-Inter « *le téléphone sonne* » *de 19 h 20 à 20 h, tous les jours. Je pense qu'il serait intéressant de leur glisser des formules, des suggestions sur l'économie distributive, car il faut démystifier l'économie qui n'est en fait qu'un rapport de forces. Entre Montségur pris par les Français et la Pologne envahie par les hommes d'Hitler, il n'y a pas trop de différence... C'est la loi du plus gros du n° 784, c'est un peu le genre cancer... mais favorisé par la veulerie ou l'ignorance des petits...*

*Il est à croire que le Veau d'Or n'est pas venu aux hormones, car il est bien sur ses pattes !* »

P.C., 31340 Villemur.

---

...« *Duboin l'avait prédit, avec cinquante ans d'avance : la machine remplace l'homme. Il suffit de lire, par exemple, le « défi japonais » pour apprendre que l'usine TOYOTA fonctionne sans ouvrier, dans un pays où la production a augmenté de* 25 % *de* 1975 *à* 1979.

D., Colombes.

---

...« *Le salaire appliqué en naissant ? Il faudrait aller sur une autre planète.* »

M.F., 92200 Neuilly-sur-Seine.

**★ Notre réponse :**

Vous oubliez que sur Terre, dans le passé et dans le présent, nombreux sont ceux qui sont nés avec un revenu garanti. Possesseurs d'esclaves, puis seigneurs, propriétaires terriens que leurs fermages faisaient vivre, héritiers de grosses fortunes...

Or, nous sommes les héritiers de tous ceux qui ont innové pour que la machine soulage la peine de l'homme. A nous de gérer intelligemment et équitablement ce patrimoine.

---

...« *La lettre de J.M., de Pagney, a suscité, dites-vous, l'enthousiasme des lecteurs de la* G.R.. *Soyons francs : de combien de lecteurs ? Et combien de temps durera cet enthousiasme ? Pas longtemps, je peux vous le prédire sans risque.*

*Il est bon que les militants envoient des lettres dans tous les azimuts. Ce qui compte surtout c'est le résultat. Mais avec les politiciens actuels, de tous bords, le résultat ne peut être que nul...* »

H.P., 77680 Roissy.

**★ Notre réponse :**

C'est à nos lecteurs de militer tous azimuts, d'autogérer leur propagande, comme ils peuvent en y mettant tous leurs moyens. Nous servons de relai entre eux, nous transmettons, nous analysons ce qui se dit, se fait, se publie, nous soumettons nos réflexions mais nous ne pouvons pas faire de miracles...

---

*UN NOSTALGIQUE DE L'OR*

*Malgré ses pilotes les plus avertis, l'économie libérale du profit pressent son naufrage. Les vagues de l'inflation et du chômage l'engloutiront bientôt.*

*Sa monnaie assure mal la distribution, à tous, des biens les plus élémentaires et son rôle d'épargner est dérisoire. On la tronque pour des biens réels, dont les prix montent sans cesse...*

*Quant au chômage, il faut être aveugle volontaire pour ne pas voir que sa cause essentielle est le machinisme remplaçant les hommes pour un plus grand profit du capital...*

*« Le droit au travail » devient de ce fait, une impasse si on ne lui substitue pas LE DROIT DE TOUS A LA VIE, droit de tous à la production générale, au revenu social...*

*Pourquoi travaillons-nous sinon pour cette part qui doit nous revenir de la production générale de biens et services élémentaires ? Ce doit donc être sans spéculation monétaire ni marchande ; que cette part doit nous parvenir.*

*L'esclave antique croyait son état nécessaire à la vie de la cité. Aujourd'hui les indemnités de chômage éclairent le problème, mais son aspect moral prend de plus en plus la première place !*

*Avec les recyclages professionnels ce sont les activités sociales, scientifiques, artistiques, culturelles qu'il faut encourager. Et pour l'avenir, l'Education Nationale doit, non seulement permettre mais, dans la liberté de conscience, rendre obligatoire la formation morale, philosophique, spirituelle de la jeunesse. Former l'âme pour la vie comme la culture physique, l'hygiène alimentaire et sanitaire forment le corps. Le culte du veau d'or ne doit plus être sous jacent à l'éducation mais la valeur humaine à édifier.*

*Toutefois, il serait bien imprudent devant les échecs totaux ou partiels des économies bureaucratiques des états totalitaires, d'étendre l'économie distributive au delà des biens et services élémentaires, pour commencer tout au moins (ce qui est énorme).*

*Un secteur marchand resterait pour la production de luxe, les nouveautés, la recherche.* Une monnaie gagée sur l'or *et les grandes productions nationales (acier, blé, vin) régirait ce marché dont le bien commun fixerait les limites. Cette monnaie servirait à encourager et à orienter l'économie des biens élémentaires en distribution, par des primes à ses producteurs, qui auraient ainsi accès au marché disons du superflu.*

*A côté de cette monnaie gagée, on aurait pour le secteur distributif un ensemble de documents : bons, chéquiers distributeurs, certificats représentant, chaque année, les produits et services et les matières premières des productions en distribution, désormais soustraites à toute spéculation.*

*Distribution socialiste de l'abondance, libre entreprise pour le rare, et le superflu, le nouveau, ne serait-ce pas la façon logique d'introduire l'économie distributive dans l'économie tout court ?*

*On y supprimerait la misère des pauvres et l'angoisse des producteurs devant l'abondance quand des gens meurent de faim : condamnation sans appel du système.*

P.P., 24220 St-Cyprien.

**★ Notre réponse :**

Nous ne pensons pas qu'on parviendra à déraciner le culte de l'argent thésaurisable et de la compétitivité née de l'appât du profit en maintenant un secteur marchand parallèlement à la distribution équitable des fruits produits par la société.

# l'économie distributive

**Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».**

**Ceci implique de nouvelles institutions :**

**Les revenus**

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou **« REVENU SOCIAL »**, qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

**La monnaie de consommation**

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

**Le travail**

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

**La gestion**

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

# et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveau-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

---

**LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.**

La Directrice de la publication : M.-L. DUBOIN — Imprimerie GASCHET, Paris — Commission Paritaire : 57 434 — diffusé par N.M.P.P.